

Brésil : les biocarburants continuent leur macabre essor

Par Florence Kroff

Depuis l'arrivée des multinationales de l'agro-industrie, le sort du peuple Guarani-Kaiowá est plus incertain que jamais. Pour ces Indiens du Sud du Brésil, l'extension des plantations de sucre de canne destinées à la production d'éthanol est devenue synonyme de pauvreté, de malnutrition, de violence et de suicide. Leurs conditions de vie sont dramatiques. Que dire à une mère qui vient de perdre son enfant pour cause de malnutrition ? Que leur terre, source de vie, leur a été extorquée pour nourrir les voitures du monde occidental ?

Le Brésil est le premier producteur mondial de biocarburants. Ensemble, les Etats-Unis et le Brésil contrôlent 70% du marché mondial de l'éthanol. La production d'éthanol au Brésil se fait à partir de canne à sucre. Cette production a des impacts dévastateurs tant au niveau de l'environnement que vis-à-vis des populations indigènes vivant près des plantations. À côté de l'usage intensif de pesticides et de fertilisants que les plantations de canne à sucre nécessitent, les impacts sur la santé proviennent également du brûlage systématique des champs entre les récoltes. Mais ce que les Indiens réclament depuis des décennies, c'est leur terre.

« L'indien, c'est la terre »

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette expression vient du gouvernement brésilien. La Constitution brésilienne reconnaît depuis 1988 ce lien particulier unissant les Indiens à leur terre et pourtant, rien n'a réellement changé. La constitution proclame depuis maintenant 20 ans que tous les territoires indiens seront démarqués en 1993. Non seulement ce texte fondamental est pratiquement resté lettre morte, mais en plus c'est à la même période que les expulsions des Indiens de leurs terres ancestrales au profit des multinationales ont été les plus radicales.

Pointé du doigt par la communauté internationale pour ne pas respecter les droits des peuples indigènes, le Brésil a alors établi un programme d'aide alimentaire en distribuant des paniers de vivres ou *cesta básica*. Ne bénéficiant plus d'assez de terres pour pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires, les Guarani dépendent aujourd'hui de cette « aide » gouvernementale. Cette maigre compensation inquiète Carlitos (le chef de la communauté des Guarani- Kaiowá dans le Mato Grosso do Sul) : « *Est-ce qu'il y aura encore une cesta básica pour nos enfants? Qui est-ce qui nous donnera à manger dans 10 ans ?* ». En pointant du doigt la terre sous ses pieds, celui-ci rajoute : « *Voici notre cesta básica. Seule la Terre peut nous garantir de la nourriture* ».

Quand l'histoire se répète

La lutte des Guarani-Kaiowá pour leur terre est aujourd'hui centenaire. C'est au début du siècle passé que les autorités ont décidé de déplacer les Indiens dans des réserves. Depuis ce jour, et de manière encore plus systématique depuis les années 70, les Guarani-Kaiowá se sont fait expulsés de force de leurs terres pour laisser place libre aux monocultures de soja et aux élevages de bétail destinés à l'exportation. Comme le relève Egon Heck du CIMI (organisation de défense de la cause des Indiens) : « *La situation des Kaiowá dans le Mato Grosso do Sul est la plus désespérée de tout le pays. Les Indiens d'ici sont ceux qui ont le moins d'espace par habitant. Un bovin dispose de plus de place qu'eux* ».

Depuis les années 90, les Guarani-Kaiowá font blocage face au processus d'appauvrissement et de dépossession auquel ils sont soumis depuis des décennies. Leur détermination à protéger leurs droits sur leur terre a déclenché des conflits fonciers sans précédent avec les milices privées des grands propriétaires. Plusieurs dirigeants indigènes ont été tués lors de l'occupation pacifique de leurs terres ancestrales. Durant la seule année 2007, on recense plus de 30 assassinats d'indiens Guarani-Kaiowá, qui découlent tous de conflits fonciers.

L'esclavage moderne

Autrefois agriculteurs sur leurs propres terres, les Guarani-Kaiowá sont aujourd'hui contraints d'aller chercher du travail ailleurs pour nourrir leur famille. Au grand bonheur des producteurs d'éthanol qui voient en eux une main d'œuvre bon marché et inépuisable. Travail exténuant, salaire indigne (moins de 10 euros par jour), baraquements insalubres, horaires inhumains (de 12 à 14 heures par jour), les conditions de travail frisent l'esclavage.

Si ce travail leur est devenu indispensable pour survivre, il n'en reste pas moins un enfer. La paye est en général au rendement. Un ouvrier travaillant dans les plantations coupe en moyenne 10 à 12 tonnes quotidiennement, contre 4 tonnes du temps de l'esclavage. Du temps de l'esclavage, le travail était deux fois moins dur.

Le droit à l'alimentation

Les Guarani font partie de ces 854 millions de personnes sur terre qui ne mangent pas à leur faim. Non pas à cause d'une catastrophe naturelle ni de la pauvreté du pays, mais parce que le gouvernement brésilien fait passer les intérêts privés de quelques multinationales avant les droits humains des populations indigènes. « *L'accès à suffisamment de terre fertile est crucial pour ce peuple* », conclut Jonas Vanreusel (coordinateur de FIAN Belgique). « *Au vu des accords internationaux des Droits de l'Homme, le Brésil doit respecter le droit à l'alimentation et le sous-continent a des terres à revendre. Le Brésil veut être un producteur d'éthanol exemplaire ? Alors qu'il arrête d'abord de dissimuler la misère des Guarani-Kaiowá comme s'il s'agissait d'un "dommage collatéral"* ».

FIAN

FIAN est l'organisation internationale des Droits Humains qui promeut « **le droit fondamental qu'à toute personne d'être à l'abri de la faim** ».

Le réseau de FIAN International se compose de sections nationales et de membres individuels dans plus de 60 pays. FIAN est une organisation non gouvernementale sans but lucratif avec statut consultatif auprès des Nations Unies.

FIAN défend activement le droit à se nourrir partout où il est menacé ou violé, à la demande des populations concernées. FIAN attire l'attention de l'opinion publique et intervient auprès des autorités responsables.

FIAN rappelle aux gouvernements leurs obligations en matière de Droits Humains toujours en se basant sur des pactes ou conventions signés et ratifiés par les Etats

FIAN Belgique

Rue Van Elewijk 35
1050 Bruxelles
Tél./Fax: 02 640 84 17
Email: info@fian.be

Pour plus d'information sur FIAN :
www.fian.be, www.fian.org